

[Texte]

[Introduction]

[Traduction]

[Texte]

• 1645

The people of Burma—and I speak bluntly—continue to be raped, pillaged, executed, and exiled by a military regime that cares not a whit for justice and human rights. As well, thousands of refugees mass at the Thai and Bangladeshi borders, many of them facing death as the monsoon season approaches. In blatant defiance of international law, the SLORC army has crossed into Thailand and Bangladesh to engage in military offensives against Burmese refugees and ethnic groups.

Strategically, the situation is a regional and international security risk. Morally, the gross and systematic violations of basic human rights by this corrupt and illegal regime cry out for international action.

To its credit, Canada has condemned the vile military regime in Burma. Our government has appropriately discontinued official development assistance. We now, however, recommend a number of other initiatives, which I believe the Government of Canada should pursue, and soon. Such action would be consistent with the government's response to the killing of democracy in Haiti by a military regime and with efforts it has tried to take through the OAS in dealing with the re-establishment of authoritarian power in Peru. In its official statements and its actions for some recent time now, the Government of Canada has pursued a policy in support of democracy. I am now publicly urging it to take further steps in the case of Burma.

They would include the following:

1. Given the increasing role of the United Nations in ensuring international peace and security, Canada should request that the Security Council consider an immediate arms and economic embargo against the regime. To achieve this objective, Canada can use its considerable influence with members of the ASEAN bloc, encouraging their support for such an initiative.
2. The Secretary of State for External Affairs should express to the Government of China our strong disapproval of that country's recent sale of \$1.4 billion of arms to the SLORC regime. As members of the committee probably know, the foreign minister of Australia has already done so.
3. At the United Nations, Canada should request an accounting of the activities of the United Nations Development Fund in order to ensure that all of its projects are for humanitarian assistance only and that they directly benefit the people of Burma. In addition to this, Canada should take steps to provide humanitarian aid in the form of medical and educational assistance in the Manerplaw, where many ethnic groups and the national coalition government itself are located. The Norwegian government has already taken such an initiative, and further support by the Government of Canada of course would be most welcome.

Je parle crument: les viols, les pillages, les exécutions et les expulsions sont le lot quotidien d'une population soumise à un régime militaire pour qui les principes de justice et les droits de la personne n'existent tout simplement pas. Des milliers de réfugiés se massent le long des frontières de la Thaïlande et du Bangladesh, et un grand nombre risquent la mort à l'approche de la mousson. An mépris flagrant du droit international, l'armée est entrée en Thaïlande et au Bangladesh pour attaquer les réfugiés birmanes et les rebelles des minorités ethniques.

Sur le plan stratégique, cette situation menace la sécurité régionale et internationale. Sur le plan moral, les violations grossières et systématiques des droits humains les plus élémentaires commises par ce régime corrompu et illégitime appellent une action internationale.

Le Canada—et c'est tout à son honneur—a condamné le régime militaire inique qui règne en Birmanie. Le gouvernement canadien a par conséquent suspendu toute aide au développement. Voici une série de mesures supplémentaires que nous lui recommandons d'adopter immédiatement. Ces mesures seraient analogues à celles prises par le gouvernement face à la suppression de la démocratie en Haïti par un régime militaire et les efforts qu'il a tenté de faire au sein de l'OEA face à la réimposition de l'autoritarisme au Pérou. Depuis quelques temps déjà, dans ses déclarations et par son action, le gouvernement du Canada s'est employé à soutenir la démocratie. Aujourd'hui je l'exhorte publiquement à prendre des mesures supplémentaires au sujet de la Birmanie.

Les voici:

1. Etant donné le rôle de plus en plus important joué par les Nations Unies pour assurer la paix et la sécurité internationales, le Canada devrait demander au Conseil de sécurité d'envisager la possibilité d'imposer dans les plus brefs délais un embargo économique et un embargo sur le commerce des armes destinées au régime de Rangoon. A cette fin, le Canada pourrait jouer de sa très grande influence auprès des membres du bloc asiatique pour les encourager à appuyer une telle mesure.
2. La ministre des Affaires extérieures devrait protester vigoureusement auprès du gouvernement chinois contre la vente récente de 1,4 milliards de dollars d'armement au régime birman. Comme les membres du comité le savent sans doute, le ministre aux affaires étrangères de l'Australie l'a déjà fait.
3. Aux Nations Unies, le Canada devrait réclamer une vérification des activités du Fonds des Nations Unies pour le développement afin de s'assurer que tous ses projets servent uniquement à des fins humanitaires et profitent directement à la population birmane. En outre, le Canada devrait prendre des mesures pour fournir de l'aide humanitaire sous forme de médicaments et de fournitures scolaires dans le Manerplaw, où se trouvent un grand nombre de groupes ethniques ainsi que le gouvernement de coalition nationale. Le gouvernement norvégien l'a déjà fait, et l'appui du gouvernement du Canada serait-il va sans dire très bien reçu.